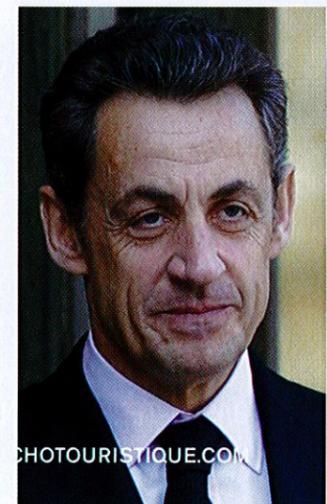
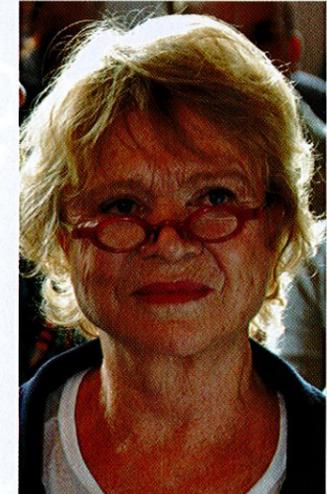


EXCLUSIF
Tourisme :
les engagements
des candidats



Le Monde

Nous avons fait paraître dans ce journal daté du 14 mars *Les 12 ambitions du RN2D* sur une page pleine car le tourisme était absent de tous les débats de la campagne des présidentielles et qu'il était temps de frapper un grand coup pour forcer les candidats à répondre.



Jean-Pierre Serra, DR

président de RN2D
 et conseiller général du Var



Honte ?

Barak Obama a déclaré qu'il voulait que les USA deviennent la première destination mondiale. Nous le sommes déjà et personne n'affiche d'ambitions en la matière. À se demander si nos élites bien nées n'auraient pas honte de l'activité touristique et de cette destination qui est pourtant la plus prisée au monde ?

Eau et numérique

Il faut améliorer la couverture numérique sur le territoire pour permettre le développement touristique, car comme l'eau au XIX^e siècle ou l'électricité au XX^e, personne ne viendra au XXI^e siècle dans un territoire qui n'est pas couvert correctement par Internet.

Twingo

Il nous faut un plan stratégique pour la France capable de nous permettre de piloter l'activité touristique en France. Aujourd'hui nous avons un tableau de bord d'une Twingo quand nous pilotons un A 380.

Trésor

On cherche du PIB et de la croissance partout alors qu'on a tout sous les pieds et qu'on n'en veut pas ! L'industrie touristique fonctionne avec des mises de fonds minimes par rapport à d'autres industries en difficulté. C'est incompréhensible et c'est même préoccupant.

Écoute

Nous avons finalement été reçus par tous les candidats ou leurs représentants, notamment le PS et l'UMP, qui nous ont répondu favorablement ou en partie à nos demandes.

Priorité nationale

Le tourisme doit être une priorité nationale dotée d'un ministre délégué chargé du Tourisme directement rattaché au Premier ministre, chargé de coordonner toutes les actions applicables dans le champ touristique.

Var

Cet été, quoi qu'il arrive, je pars en vacances dans le Var. C'est le plus beau pays du monde ! (rire)

Propos recueillis par Cédric Néau

L'Écho touristique 20 avril 2012



Même s'ils sont faibles, jamais le tourisme n'a eu autant d'échos dans une campagne finalement bien morne sur le plan des idées. Les candidats semblent enfin avoir pris conscience de l'importance de ce secteur : il a même été évoqué dans les discours d'au moins d'eux d'entre eux - François Bayrou et François Hollande. Un exploit. Ce qui ne veut pas dire que les autres n'ont pas de projet sur le développement de la filière tourisme. Au contraire. Contactés par nos soins, tous les candidats ont répondu à nos sollicitations. Nous vous dévoilons ainsi en exclusivité dans ce numéro spécial leur programme en matière de tourisme. Vous constaterez ainsi que certains sont très aboutis quand d'autres sont quasi-vides.

Vous réaliserez également qu'il existe certaines convergences comme la nécessité de regrouper les acteurs du tourisme autour d'une même table, sous forme de filière pour le PS ou d'une fédération interprofessionnelle pour l'UMP. Le Modem tient à l'organisation d'états généraux, l'UMP veut un Grenelle du tourisme. Le parti au pouvoir et le FN promettent un ministre délégué au Tourisme, le PS et le Modem préférant une représentation au sein d'un

pôle productif pour le PS, dans un gouvernement resserré (économies obligent) pour François Bayrou. Le programme de Nicolas Sarkozy pour être très précis ne donne pas d'indication sur son financement quand celui de son principal adversaire socialiste sait rester prudent sur les moyens, mais se contente de donner quelques grandes orientations.

Enfin, le développement durable et l'amélioration de la formation sont des soucis constants pour tous les candidats. Les politiques s'engagent, sans forcément répondre aux demandes des professionnels, nombreuses et diffuses. De ce côté-là, rien n'a vraiment changé.

EXCLUSIF

Tourisme: Les engagements des candidats

© Delphimages / Fotolia



Nicolas Sarkozy

Le programme du président sortant est de « faire du tourisme un levier de croissance pour le prochain quinquennat ».

- Atteindre trois objectifs d'ici 2020 : 100 millions de touristes étrangers, 10 milliards d'euros de CA et 250 000 créations d'emplois en optimisant, entre autres, le fractionnement des séjours et des breaks et développer les low cost.
- Créer un observatoire des marchés du tourisme et des loisirs et un comité stratégique d'orientation de la recherche touristique.
- Créer un ministre délégué au Tourisme rattaché au Premier ministre.
- Créer une « fédération interprofessionnelle des métiers du tourisme réunissant hébergeurs, transporteurs, voyagistes, agences de voyages, DMC, agences en ligne et prestataires de loisirs ».
- Moderniser l'offre touristique en favorisant les investissements, notamment en matière d'hébergements écologiques.
- Créer un portail Internet

- présentant toutes les possibilités de subventions existantes et faciliter la transmission d'entreprise.
- Doubler le budget de promotion de la Destination France.
- Favoriser l'organisation de grands événements mondiaux.
- Assurer une meilleure diffusion des écolabels.
- Mieux former les jeunes aux métiers du tourisme en créant un audit des formations existantes et les adapter aux attentes des entreprises. Valoriser l'apprentissage et soutenir l'emploi des saisonniers en créant 50 Maisons des saisonniers en 5 ans.
- Poursuivre les efforts en faveur des vacances pour tous en développant la diffusion de chèques-vacances aux retraités à faibles revenus et renforcer les aides à la pierre, notamment via le fonds TSI.
- Lancer un Grenelle du Tourisme.



François Hollande

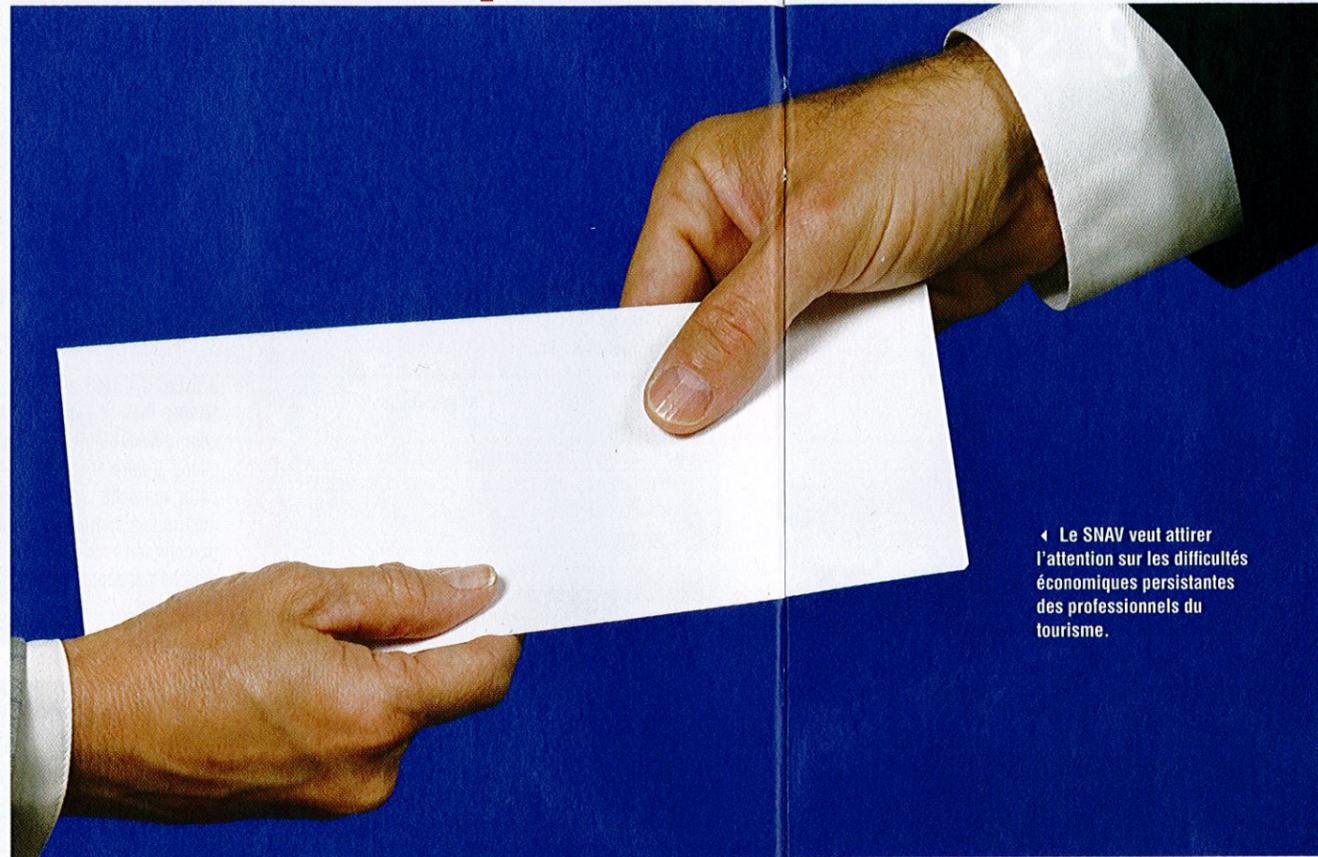
L'ambition du candidat du PS est de faire du « tourisme un moteur de croissance et de création d'emploi pour tous », dans un marché dégradé.

- La mesure phare est la création d'une filière « industrie touristique » regroupant « l'ensemble des acteurs privés, publics, tourisme de loisirs et d'affaires, de façon à mener une politique cohérente, dynamique et ambitieuse pour la destination, les opérateurs et les salariés de la filière ».
- Rendre effectif le droit aux vacances pour tous, en agissant sur les dispositifs de réhabilitation de l'hébergement touristique. L'ANCV sera confortée dans ses missions est ses capacités d'intervention.
- Renforcer l'attractivité de la destination et l'exception touristique française grâce aux innovations dans le domaine de l'offre, portée par les acteurs de la filière.
- Améliorer la formation

- initiale et continue, les parcours professionnels, l'observation, la recherche-développement afin de parvenir à un haut niveau d'excellence de qualité et de durabilité dans la filière.
- Au niveau européen, la construction d'un espace commun (social, fiscal, responsabilité des opérateurs) est une priorité.
- Nouvelle étape dans la décentralisation, l'État stratégique impulsera une politique nationale du tourisme en partenariat contractualisé avec tous les territoires de métropole et d'outre-mer. L'échelon régional assurera le pilotage opérationnel et la coordination au niveau local.

Les revendications des professionnels

Les techniques de lobbying ont bien pénétré les esprits dans les organismes touristiques. Pour ces présidentielles, ils ont fait de gros efforts pour structurer et présenter leurs revendications. Si leurs interlocuteurs, pour la plupart institutionnels, se montrent attentifs à leurs doléances, celles-ci manquent encore souvent de visibilité, faute d'audience, de médiatisation et de poids. Ce manque de présence sur le devant de la scène, est, pour une part le résultat de leur désunion, mais c'est surtout la conséquence du peu de cas qu'ont les politiques pour le tourisme en général. Les présidentielles sont donc le moment, pour ne pas dire le seul, de pousser les candidats à s'engager en faveur de l'industrie touristique. Sur ce point, SNAV, Ceto, UMIH, Unat, ou Fnam s'entendent parfaitement pour faire entendre leur voix : voici leurs propositions, comme une chorale sectorielle qui manque encore d'harmonie.



Le SNAV veut attirer l'attention sur les difficultés économiques persistantes des professionnels du tourisme.

Les 7 travaux du SNAV

Le SNAV a fait passer aux candidats, ainsi qu'aux parlementaires, un document qui résume en 7 points les propositions qu'il souhaiterait voir mises en œuvre par le futur président de la République et son gouvernement.

La plaquette, très documentée, nombreux chiffres et indicateurs à l'appui, liste dans l'ordre : la nécessité de recréer un ministère du Tourisme, de doter la politique de moyens financiers, de transformer l'Union européenne en opportunité, de clarifier les statuts des professionnels du tourisme, d'alléger le coût du travail, de passer à la vitesse supérieure pour les TPE-PME et de développer une politique de l'offre touristique. Le président du syndicat a rencontré ces derniers jours les représentants du parti socialiste et de l'UMP sur les questions liées au tourisme : « ils ont bien compris les attentes du SNAV sur la nécessité d'avoir une personne au gouvernement dédié au tourisme », explique Georges Colson, président du SNAV, qui a également insisté sur le fait que « la France doit jouer

un rôle essentiel dans les révisions des prochaines directives européennes ». Citant « le problème de la TVA non récupérable sur les forfaits touristiques produits par les réceptifs-DMC (Destination Management Company) à l'attention des professionnels étrangers » ainsi que la force majeure « La France est le seul pays où elle ne semble plus être reconnue ». Enfin, le SNAV veut attirer l'attention sur les difficultés économiques persistantes des professionnels du tourisme : « les mesures d'assouplissement du dispositif de chômage partiel ont été reconduites mais ce n'est pas suffisant. L'aide aux entreprises doit être renforcée car le secteur n'est plus créateur d'emplois », ajoute-t-il. La clarification des statuts des professionnels apparaît d'autant plus comme prioritaire dans ce contexte. Depuis plusieurs années, auto-entrepre-

neurs et courtiers intermédiaires exercent sans immatriculation auprès d'Atout France et crée un marché parallèle qui échappe aux agences. Georges Colson attend désormais une réponse écrite des deux candidats PS et UMP. En 2007, seul Nicolas Sarkozy lui avait répondu.

« Une des préoccupations des acteurs du tourisme durable est que l'on avance sur l'accessibilité des handicapés à l'offre touristique et que la date de 2015 ne soit pas repoussée ».

Mathieu Duchesne, président de l'association Acteurs du Tourisme Durable

LES HÔTELIERS ENSEMBLE DANS UN MANIFESTE

Les deux principaux syndicats de l'hôtellerie, l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) et le GNC (Groupement national des chaînes) ont publié un « manifeste » destiné aux candidats à la présidentielle intitulé *Rendre sa compétitivité à l'industrie du tourisme et à son moteur, l'hôtellerie*. Le document, de 49 pages, repose sur deux convictions fortes : les secteurs d'activité du tourisme, porteurs d'emplois et à fort potentiel économique, doivent pouvoir compter sur une stabilité fiscale, et les mécanismes d'allégement de charges actuellement en vigueur sur les bas salaires doivent être pérennes pour garantir un haut niveau d'emploi et continuer à jouer un rôle d'ascenseur social. Les deux organisations syndicales articulent leurs recommandations autour de quatre enjeux : l'attractivité et la compétitivité, le développement

de l'emploi et l'accueil des jeunes, le renforcement de l'offre « France » dans le monde mais aussi celle de la profession en misant sur la qualité, et enfin la promotion au plus haut niveau de l'État d'une « grande politique du tourisme ». « Les dirigeants de demain devront eux aussi, à l'image de nos concurrents espagnols ou américains, porter comme le président Barack Obama en janvier dernier, à haut niveau le flambeau de l'industrie du tourisme français et offrir à nos hôteliers les outils nécessaires pour mieux promouvoir leurs compétences et préserver notre leadership », écrivent les hôteliers. De manière plus pratique, ils souhaitent également que l'hôtellerie puisse compter sur une stabilité du taux réduit à 7% et sur un arrêt de la multiplication de nouvelles taxes ou leur augmentation.

Le Ceto prône une approche interministérielle

Le futur président de la République devra considérer que le tourisme est un élément indispensable pour le développement du pays, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, exhorte le Ceto. « La France est la première destination touristique mondiale », rappelle René-Marc Chikli, président de l'Association de tour-opérateurs. Il faut que ce secteur soit reconnu à sa juste valeur, de manière cohérente, « que ce soit à l'import ou à l'export » par rapport à son poids pour l'économie du pays. « Le tourisme pèse plus lourd que l'automobile ou l'agriculture, il faut avoir ça à l'esprit. Dans cette optique, il faudra créer au plus vite pour ce secteur un poste d'interministériel rattaché au gouvernement, pour faciliter le travail de l'ensemble des acteurs du tourisme. Plus qu'un ministre du Tourisme, il nous faut quelqu'un qui soit capable de couvrir toutes les activités de l'industrie du tourisme, de faire le relais sur tous les ministères concernés. On a demandé cela en 2007 et on ne l'a jamais obtenu ». À chaque fois que la personne en charge du Tourisme s'adresse au ministère de l'Économie, dont elle dépend, on ne lui donne pas de budget, déplore René-Marc Chikli. « Quand on annonce la composition

« J'attends de véritables mesures en faveur de la formation des personnels français du secteur de la croisière, qui restent très difficiles à trouver, et en faveur des ports, qui continuent à avoir du mal à se développer ».

Antoine Lacarrière,
DG de Croisières de France

du gouvernement, l'avant-dernier nommé, juste avant les Anciens Combattants, c'est le Tourisme, alors qu'il serait légitime que nous soyons plus haut dans la liste des priorités ». Le Ceto demande également la révision de la responsabilité de plein droit, qui met les opérateurs de voyages dans une situation « anti-compétitive par rapport aux autres pays ». Il propose aussi la mise en place d'un fonds de garantie, et un encadrement déontologique sur Internet, « pour lutter contre les atteintes aux entreprises du tourisme » avec comme référence les « actions menées par le secteur de l'hôtellerie vis-à-vis de sites comme Tripadvisor ».